
Chapitre II

Ordre du jour

Table des matières

	<i>Page</i>
Première partie. L'ordre du jour provisoire (art. 6 à 8 et 12)	27
Note	27
A. Distribution de communications par le Secrétaire général (art. 6)	27
B. Établissement de l'ordre du jour provisoire (art. 7)	27
C. Communication de l'ordre du jour provisoire (art. 8)	27
Deuxième partie. Adoption de l'ordre du jour (art. 9)	27
Note	27
Débats sur l'adoption de l'ordre du jour	28
A. Domaine visé par les points à l'ordre du jour par rapport au champ de la discussion	28
B. Libellé des points de l'ordre du jour	29
C. Report de l'examen de points de l'ordre du jour	29
Troisième partie. L'ordre du jour et les questions dont le Conseil de sécurité est saisi (art. 10 et 11)	30
Note	30
Pratique du Conseil de sécurité concernant le maintien ou la suppression de questions énumérées dans la liste des questions dont le Conseil est saisi (art. 11)	31
Ajout, maintien et suppression de questions pendant la période considérée	31
A. Questions ajoutées à la liste des questions dont le Conseil de sécurité était saisi au cours de la période 2000-2003	32
B. Questions figurant sur les listes de précédents volumes du <i>Répertoire</i> au sujet desquelles de nouvelles décisions du Conseil de sécurité ont été consignées dans les exposés succincts publiés pendant la période 2000-2003	41
C. Questions supprimées, au cours de la période 2000-2003, de la liste des questions dont le Conseil de sécurité était saisi	49

Première partie

L'ordre du jour provisoire (art. 6 à 8 et 12)

Note

L'ordre du jour provisoire, établi par le Secrétaire général et approuvé par le Président du Conseil de sécurité conformément à l'article 7, inclut la liste des points qui ont été portés à l'attention du Conseil au titre de l'article 6. En vertu de cet article, « le Secrétaire général porte immédiatement à la connaissance de tous les représentants au Conseil de sécurité toutes les communications émanant d'États, d'organes des Nations Unies ou du Secrétaire général concernant une question à examiner par le Conseil de sécurité conformément aux dispositions de la Charte ». Généralement, on applique les dispositions de cet article en distribuant les communications en tant que documents de la série S/-. Les communications relatives à des accords ou à des organismes régionaux présentées en application de l'Article 54 de la Charte sont également distribuées dans la série S/-. L'article 7 confie l'établissement de l'ordre du jour provisoire de chaque séance au Secrétaire général, sous réserve de l'approbation du Président du Conseil. Le Secrétaire général ne peut inscrire à l'ordre du jour provisoire que les questions qui ont été portées à la connaissance du Conseil conformément à l'article 6. Outre qu'il doit tenir compte des dispositions expresses de l'article 7, le Secrétaire général doit aussi déterminer si l'inscription d'une question a fait l'objet d'une demande spécifique.

L'article 8 porte sur la communication de l'ordre du jour provisoire aux représentants au Conseil, et le paragraphe 1 de l'article 12 traite de cette communication pour les réunions périodiques. Le Conseil n'ayant pas tenu de réunions périodiques pendant la période considérée, il n'a pas été trouvé d'informations concernant cet article.

A. Distribution de communications par le Secrétaire général (art. 6)

Conformément à l'article 6, le Secrétaire général a poursuivi la pratique consistant à distribuer les communications en tant que documents de la série S/-. Pendant la période considérée, la question de la distribution des communications n'a pas été évoquée.

B. Établissement de l'ordre du jour provisoire (art. 7)

Conformément à l'article 7, le Secrétaire général a poursuivi la pratique consistant à établir l'ordre du jour provisoire de chaque séance, sous réserve de l'approbation du Président du Conseil de sécurité. Pendant la période considérée, la question de l'établissement de l'ordre du jour provisoire n'a pas suscité de débats au Conseil.

C. Communication de l'ordre du jour provisoire (art. 8)

Conformément à l'article 8, le Secrétaire général a continué à communiquer l'ordre du jour provisoire aux représentants au Conseil de sécurité. En application des décisions antérieures¹ du Conseil, l'ordre du jour provisoire des séances du Conseil était également publié au *Journal des Nations Unies*, de même que les sujets à examiner lors des consultations officielles des membres du Conseil.

¹ Note du Président datée du 30 juin 1993 (S/26015); et déclaration du Président du 4 novembre 1994 (S/PRST/1994/62).

Deuxième partie

Adoption de l'ordre du jour (art. 9)

Note

Aux termes de l'article 9, le premier point de l'ordre du jour provisoire de chaque séance du Conseil

de sécurité est l'adoption de l'ordre du jour.² Dans la pratique, le Conseil examine et approuve

² Il y a eu plusieurs cas où, conformément à la pratique, le Président du Conseil a fait des observations préliminaires avant l'adoption de l'ordre du jour

habituellement l'ordre du jour à l'occasion de consultations officieuses préalables et l'adopte en séance officielle, sans vote. Au cours de la période considérée, aucune objection n'a été soulevée au titre de la procédure du Conseil concernant le vote sur l'adoption de l'ordre du jour ou le fond de la ou des question(s) inscrite(s) à l'ordre du jour provisoire. Des objections concernant l'adoption de l'ordre du jour sont également exclues par la pratique du Conseil consistant à inscrire une seule question de fond à son ordre du jour de chaque séance.

Dans la section ci-après, qui concerne les autres questions qui ont suscité une discussion en rapport avec l'adoption de l'ordre du jour, trois cas sont décrits, sous les trois rubriques suivantes : « Domaine visé par les points à l'ordre du jour par rapport au champ de la discussion » (cas n° 1 et 2); « Libellé des points de l'ordre du jour »; et « Report de l'examen de points de l'ordre du jour » (cas n° 3). Pour les autres sections figurant dans les volumes précédents du *Répertoire*, qui traitent de l'ordre de l'examen des points inscrits à l'ordre du jour et de la préséance des décisions concernant l'adoption de l'ordre du jour, on n'a pas trouvé de renseignements pour la période considérée.

Au cours de la période considérée, le Conseil a inscrit 68 nouveaux points à son ordre du jour³. Il est à noter que plusieurs de ces nouveaux points portaient sur des questions thématiques. D'autres étaient de nature récurrente, comme ceux relatifs aux débats récapitulatifs du Conseil de sécurité sur ses travaux du mois en cours, aux rencontres avec les pays fournisseurs de contingents organisées conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution [1353 \(2001\)](#), et aux missions du Conseil de sécurité.

Pour plus de clarté et de transparence et pour aider la presse à mieux comprendre les travaux du Conseil de sécurité, il a été convenu, par une note du Président datée du 26 mars 2002⁴, que sauf décision contraire prise lors de consultations préalables, le

(remerciements, félicitations, hommage, condoléances, observation d'une minute de silence). Par exemple, à la 4247^e séance, le 14 décembre 2000, le Président a brièvement pris la parole pour saluer la décision de l'Ukraine de fermer la centrale nucléaire de Tchernobyl, le 15 décembre.

³ Pour une liste exhaustive des nouveaux points, voir le tableau B dans la troisième partie.

⁴ [S/2002/316](#).

Président du Conseil présenterait les points de l'ordre du jour en séance publique en spécifiant les points/questions examiné(e)s.

Débats sur l'adoption de l'ordre du jour

A. Domaine visé par les points à l'ordre du jour par rapport au champ de la discussion

Cas n° 1

Si les débats du Conseil de sécurité se limitent généralement au point inscrit à l'ordre du jour, les représentants ont en quelques occasions affirmé qu'un orateur précédent avait abordé des situations ou des questions qui n'étaient pas inscrites à l'ordre du jour du Conseil ou ne relevaient pas strictement du domaine visé par le point examiné⁵. En une occasion, à la

⁵ Par exemple, à la 4219^e séance, tenue le 10 novembre 2000, à laquelle M^{me} Sadako Ogata, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, a présenté un exposé au Conseil, le représentant du Canada a estimé que la Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés avait « décrit avec éloquence et profondeur les défis auxquels sont confrontés les réfugiés et les organisations humanitaires dans les pays qui figurent à l'ordre du jour du Conseil de sécurité et dans d'autres pays qui en sont absents, peut-être à tort. » ([S/PV.4219](#)). À la 4245^e séance, tenue le 12 décembre 2000 au sujet de la situation en Bosnie-Herzégovine, le représentant du Royaume-Uni s'est réjoui du fait que le représentant des États-Unis « ait profité de l'occasion pour entretenir les membres du Conseil non seulement du point à l'ordre du jour, mais aussi du thème qui serait le plus présent dans leurs esprits entre cet instant et le 22 décembre [le barème des quotes-parts applicables au budget ordinaire et aux opérations de maintien de la paix] » ([S/PV.4245](#), p. 14). À la 4568^e séance, tenue le 10 juillet 2002 au sujet de la situation en Bosnie-Herzégovine, le représentant de la Yougoslavie a noté que le Conseil avait débattu de questions très importantes (la Cour pénale internationale et les opérations de maintien de la paix des Nations Unies) qui dépassaient la question inscrite à l'ordre du jour ([S/PV.4568 \(Resumption 1\)](#), p. 14). La question a ensuite été abordée sous un nouveau point intitulé « Opérations de maintien de la paix des Nations Unies ». À la 4616^e séance, tenue le 26 septembre 2002 dans le cadre de l'examen du projet de rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale, le représentant de la Colombie a fait observer que, comme l'indiquait l'ordre du jour, la séance avait

4762^e séance du Conseil, tenue le 22 mai 2003 concernant le point de l'ordre du jour intitulé « Mesures visant à faire face à la situation humanitaire en Iraq », le représentant de la République arabe syrienne a pris la parole pour expliquer sa position dans le vote qui avait eu lieu à la 4761^e séance, dans le cadre du point intitulé « La situation entre l'Iraq et le Koweït ». Avant de lui donner la parole, le Président a indiqué qu'à la suite de consultations officieuses avec les membres du Conseil et avec l'approbation de ceux-ci, il donnait la parole au représentant de la République arabe syrienne qui souhaitait faire une déclaration concernant les travaux du Conseil à la séance précédente⁶. La déclaration intégrale du représentant de la République arabe syrienne a été consignée dans le procès-verbal de la 4762^e séance; une note de bas de page renvoyant à cette déclaration a été insérée dans le procès-verbal de la 4761^e séance.⁷

Cas n° 2

En une autre occasion, à la 4194^e séance, tenue le 7 septembre 2000, le Conseil a inscrit à son ordre du jour le point intitulé « Veiller à ce que le Conseil de sécurité joue un rôle effectif dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, en particulier en Afrique ». À la même séance, le Président a fait une déclaration au nom du Conseil au sujet de la situation en République démocratique du Congo⁸. Avant de faire cette intervention, il a indiqué qu'il lui restait « à aborder brièvement un autre point » et a annoncé que les représentants avaient discuté et étaient convenus de la formulation d'une déclaration présidentielle sur la République démocratique du Congo. Il a demandé s'il pouvait considérer que les représentants approuvaient cette déclaration et a ajouté qu'elle serait publiée à cette séance. En l'absence d'objection, il a déclaré qu'il prendrait les dispositions nécessaires pour que cette déclaration soit publiée en tant que document du Conseil de sécurité sous la cote [S/PRST/2000/28](#)⁹.

été convoquée pour examiner le projet de rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale, et ne devait pas devenir « une espèce de séance de récapitulation sur l'ordre du jour ou les résultats du Conseil » ([S/PV.4616](#), p. 24).

⁶ Pour plus de détails, voir [S/PV.4762 \(Resumption 1\)](#), p. 20.

⁷ Voir [S/PV.4761](#), p. 2.

⁸ [S/PRST/2000/28](#).

⁹ [S/PV.4194](#), p. 23.

B. Libellé des points de l'ordre du jour

En certaines occasions, référence a été faite au libellé ou au regroupement de points de l'ordre du jour¹⁰. Dans deux cas, le libellé a été modifié comme suit : a) conformément à une note du Président du Conseil de sécurité datée du 27 août 2002¹¹, le libellé des points concernant une « Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents ... organisée conformément à la section A de l'annexe II de la résolution [1353 \(2001\)](#) » a été reformulé comme suit : « Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents... organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution [1353 \(2001\)](#) »; et b) à compter de la 4646^e séance, tenue le 14 novembre 2002, la question précédemment intitulée « La situation au Timor oriental » a été présentée sous l'intitulé « La situation au Timor-Leste »¹².

C. Report de l'examen de points de l'ordre du jour

Cas n° 3

Dans un cas, immédiatement après l'adoption de l'ordre du jour, l'examen d'un point a été reporté à une date et à une heure déterminées. À la 4820^e séance, tenue le 9 septembre 2003, le Conseil de sécurité s'est réuni pour examiner le point relatif à la destruction du

¹⁰ À la 4109^e séance, tenue le 9 mars 2000 au sujet de la question intitulée « Maintien de la paix et de la sécurité : aspects humanitaires des questions dont le Conseil de sécurité est saisi », le représentant de l'Égypte a fait observer que l'intitulé du point de l'ordre du jour offrait un cadre très vague de discussion, et qu'il était par conséquent très difficile pour bon nombre d'États Membres d'en parler en termes précis ou catégoriques. Il a ajouté que l'expression « aspects humanitaires » pouvait être utilisée pour soulever divers sujets et idées et faisait intervenir « trop de notions conceptuelles et de mesures » ([S/PV.4109](#), p. 20). À la 4684^e séance, tenue le 14 janvier 2003 au sujet de la protection des enfants en situation de conflit armé, la représentante du Japon a proposé qu'en raison de leurs liens étroits, la question des enfants et des conflits armés, celle de la protection des civils dans les conflits armés et celle de des femmes, de la paix et de la sécurité soient examinées dans le cadre d'un point unique de l'ordre du jour ([S/PV.4684 \(Resumption 1\)](#), p. 42).

¹¹ [S/2002/964](#).

¹² [S/PV.4646](#).

vol 103 de la Pan Am au-dessus de Lockerbie, en Écosse, en 1998, et du vol UTA-722 au-dessus du Niger, en 1989. Un point subsidiaire concernait le vote sur un projet de résolution¹³ visant à lever les sanctions imposées à la Jamahiriya arabe libyenne. Après l'adoption de l'ordre du jour, le Président du Conseil a déclaré, au sujet de la destruction du vol 103 de la Pan Am, que la Jamahiriya arabe libyenne avait reconnu ses responsabilités et accepté de verser des indemnités substantielles et de coopérer avec toute enquête ultérieure sur cette affaire, et avait renoncé au terrorisme. Examinant l'ordre du jour dont il était saisi, le Conseil de sécurité était également conscient de deux choses : premièrement, que devant la gravité de

¹³ S/2003/824.

cette question, il devait agir à l'unanimité; et deuxièmement, qu'il existait d'autres questions préoccupantes tout à fait légitimes relatives à la Jamahiriya arabe libyenne et qu'il restait encore à résoudre. C'est la raison pour laquelle ses collègues au Conseil, en séance officieuse, avaient conclu que l'approche la plus appropriée aujourd'hui serait que le Président, invoquant l'article 33 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, propose d'ajourner la séance jusqu'au vendredi 12 septembre 2003, à 10 h 30, en espérant que l'ordre du jour qu'ils venaient d'adopter serait l'ordre du jour dont ils seraient saisis le 12 septembre¹⁴.

Le Président a ensuite mis aux voix la motion de procédure. Elle a été adoptée à l'unanimité, et la séance a été ajournée.

À la 4820^e séance (deuxième partie), le 12 septembre 2003, le Conseil, conformément à ce qui avait été convenu à la séance précédente, n'a pas institué de nouveau débat sur ce point à l'occasion de l'adoption de l'ordre du jour. Il a poursuivi son examen du point et du point subsidiaire adoptés à la 4820^e séance et a voté sur le projet de résolution, qui a été adopté en tant que résolution 1506 (2003)¹⁵.

¹⁴ S/PV.4820 (Part I), p. 2.

¹⁵ S/PV.4820 (Part II).

Troisième partie

L'ordre du jour et les questions dont le Conseil de sécurité est saisi (art. 10 et 11)

Note

L'article 10 du Règlement intérieur provisoire a été conçu pour permettre au Conseil de sécurité de poursuivre, à la séance suivante, l'examen inachevé d'une question sans avoir à instituer un nouveau débat sur cette question à l'occasion de l'adoption de l'ordre du jour. Aucune discussion concernant l'application de cet article n'a eu lieu pendant la période considérée. À maintes reprises, le Conseil a tenu des séances consécutives distinctes concernant le même point de l'ordre du jour¹⁶. Dans d'autres cas, la séance a été

¹⁶ Par exemple, les 4233^e et 4234^e séances, tenues à huis clos le 27 novembre 2000, au sujet de la situation au Moyen-Orient, y compris de la question palestinienne; les 4418^e et 4419^e séances, tenues le 15 novembre 2001, au sujet de la situation en Angola; les 4658^e et

suspendue et reprise jusqu'à ce que le Conseil ait achevé son examen de la question¹⁷. Dans un cas, à la suite de l'adoption d'une motion de procédure pour ajourner la séance jusqu'à une date et une heure déterminées, le Conseil a maintenu la deuxième partie

4659^e séances, tenues en privé le 9 décembre 2000, au sujet de la situation en République centrafricaine; et les 4707^e, 4708^e et 4709^e séances sur la situation entre l'Iraq et le Koweït (la 4708^e séance ayant été tenue en privé) les 14, 18 et 19 février, respectivement.

¹⁷ Par exemple, la 4208^e séance, tenue le 24 octobre 2000 et reprise les 24 et 25 octobre, sur les femmes, la paix et la sécurité; la 4934^e séance, tenue le 22 octobre 2001 et reprise le 25 octobre, sur les questions d'ordre général relatives aux sanctions; la 4522^e séance, tenue le 26 avril 2002 et reprise le 29 avril, sur la situation au Timor oriental; et la 4726^e séance, tenue le 26 mars 2003, sur la situation entre l'Iraq et le Koweït.

de cette séance au jour et à l'heure convenus, trois jours plus tard¹⁸.

Aux termes de l'article 11, le Secrétaire général communique chaque semaine aux représentants au Conseil de sécurité un exposé succinct indiquant les questions dont le Conseil de sécurité est saisi ainsi que le point où en est l'examen de ces questions. Des points ont été maintenus sur la liste des questions dont le Conseil de sécurité était saisi lorsque la teneur des débats du Conseil ou ses décisions spécifiques révélaient une préoccupation constante à cet égard. Ce maintien était confirmé lorsque le Président annonçait, à l'issue des débats, que le Conseil restait saisi d'une question.

Au cours de la période concernée, des points ont été supprimés de la liste des questions dont le Conseil de sécurité était saisi lorsque a) le point en question n'avait pas été examiné au cours des cinq années précédentes et qu'aucune demande de maintien n'avait été formulée; ou b) lorsque le Conseil avait officiellement clôturé l'examen de ce point.

Les tableaux reformatés et rationalisés des sections A, B et C complètent les tableaux figurant dans les précédents volumes du *Répertoire* et indiquent les changements qui se sont produits dans la liste des questions dont le Conseil de sécurité est saisi.

Pratique du Conseil de sécurité concernant le maintien ou la suppression de questions énumérées dans la liste des questions dont le Conseil est saisi (art. 11)

Suivant une pratique devenue courante, les questions qui n'ont pas été examinées au cours des cinq années précédentes sont automatiquement supprimées de la liste des questions dans le Conseil de sécurité est saisi, à moins qu'un État Membre ait préalablement informé le Secrétaire général de son souhait de maintenir ce point¹⁹. Au cours de la période

considérée, 35 points ont été supprimés au moyen de cette procédure. Un point peut aussi être supprimé sur demande adressée au Secrétaire général par l'État Membre concerné et en l'absence de toute objection de la part des membres du Conseil. Aucune demande en ce sens n'a été formulée. En outre, un point peut être supprimé par une décision du Conseil prise à l'issue d'une séance du Conseil. Un point a été supprimé au moyen de cette procédure; les détails sont fournis ci-après.

Cas n° 4

À la 4820^e séance (deuxième partie), le 12 septembre 2003, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1506 (2003), par laquelle, agissant en vertu du chapitre VII de la Charte, il a décidé de lever les sanctions imposées à la Jamahiriya arabe libyenne; il a également décidé de dissoudre le Comité créé par la résolution 748 (1992); et il a en outre décidé qu'il avait achevé l'examen de la question intitulée « Lettres datées des 20 et 23 décembre 1991, émanant des États-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord » et qu'il retirait cette question de la liste des questions dont il était saisi.

Ajout, maintien et suppression de questions pendant la période considérée

Les tableaux ci-dessous ont été reformatés et rationalisés. Le tableau A présente les questions ajoutées à la liste des questions dont le Conseil de sécurité était saisi au cours de la période concernée; le tableau B présente les questions figurant sur les listes de précédents volumes du *Répertoire* au sujet desquelles de nouvelles décisions du Conseil de sécurité ont été consignées dans les exposés succincts publiés pendant la période 2000-2003; et le tableau C présente les questions qui ont été supprimées de la liste au cours de cette période²⁰. Ces tableaux montrent qu'au cours de la période concernée, le Conseil a ajouté 68 nouveaux points sur la liste des questions dont il était saisi et en a supprimé 36.

¹⁸ Voir la 4820^e séance (première partie), au sujet des lettres datées des 20 et 23 décembre 1999 émanant des États-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, tenue le 9 septembre 2003 et ajournée jusqu'au 12 septembre (deuxième partie). Voir aussi cas n° 3 ci-avant.

¹⁹ La procédure a été décrite dans deux notes du Président du Conseil, datées du 30 juillet et du 29 août 1996,

respectivement (S/1996/603 et S/1996/704).

²⁰ Information compilée à partir des exposés succincts suivants : S/2000/40 et Add.1 à 51; S/2001/15 et Add.1 à 52; S/2002/30 et Add.1 à 51; S/2003/40 et Add.1 à 51;

A. Questions ajoutées à la liste des questions dont le Conseil de sécurité était saisi au cours de la période 2000-2003

<i>Question</i>	<i>Première inscription à l'ordre du jour</i>	<i>Première mention dans l'exposé succinct</i>	<i>Dernière décision du Conseil au 31 décembre 2003</i>
Protection du personnel des Nations Unies, du personnel associé et du personnel humanitaire dans les zones de conflit	4100 ^e séance 9 février 2000	S/2000/40/Add.5 28 mars 2000	Adoption de la résolution 1502 (2003) 4814 ^e séance 26 août 2003
Exposé de M. Carl Bildt, Envoyé spécial du Secrétaire général dans les Balkans	4105 ^e séance 28 février 2000	S/2000/40/Add.8 14 avril 2000	Le Conseil a entendu des déclarations 4164 ^e séance 23 juin 2000
Maintien de la paix et de la sécurité : aspects humanitaires des questions dont le Conseil de sécurité est saisi	4109 ^e séance 9 mars 2000	S/2000/40/Add.9 19 avril 2000	Déclaration du Président (S/PRST/2000/7) 4110 ^e séance
Questions générales relatives aux sanctions	4128 ^e séance 17 avril 2000	S/2000/40/Add.15 23 mai 2000	Le Conseil a entendu des déclarations 4713 ^e séance 25 février 2003
La responsabilité du Conseil de sécurité dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales : le VIH/sida et les opérations internationales de maintien de la paix	4172 ^e séance 17 juillet 2000	S/2000/40/Add.28 31 juillet 2000	Le Conseil a entendu des déclarations 4859 ^e séance 17 novembre 2003
Veiller à ce que le Conseil de sécurité joue un rôle effectif dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, en particulier en Afrique	4194 ^e séance 7 septembre 2000	S/2000/40/Add.35 15 septembre 2000	Le Président a fait une déclaration (S/PRST/2001/10) 4302 ^e séance 22 mars 2001
La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne	4204 ^e séance 3, 4 et 5 octobre 2000	S/2000/40/Add.39 13 octobre 2000	Le Conseil a entendu des déclarations 4879 ^e séance 12 décembre 2003
Les femmes et la paix et la sécurité	4208 ^e séance 24 et 25 octobre 2000	S/2000/40/Add.42 3 novembre 2000	Le Conseil a entendu des déclarations 4852 ^e séance 29 octobre 2003

<i>Question</i>	<i>Première inscription à l'ordre du jour</i>	<i>Première mention dans l'exposé succinct</i>	<i>Dernière décision du Conseil au 31 décembre 2003</i>
Exposé du juge Gilbert Guillaume, Président de la Cour internationale de Justice	4212 ^e séance 31 octobre 2000	S/2000/40/Add.43 10 novembre 2000	Publication d'un communiqué 4636 ^e séance (à huis clos) 29 octobre 2002
Exposé de M ^{me} Sadako Ogata, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés	4219 ^e séance 10 novembre 2000	S/2000/40/Add.44 17 novembre 2000	Le Conseil a entendu des déclarations 4219 ^e séance
Veiller à ce que le Conseil de sécurité joue un rôle effectif dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales	4220 ^e séance 13 novembre 2000	S/2000/40/Add.45 24 novembre 2000	Adoption de la résolution 1327 (2000) 4220 ^e séance
Pas de sortie sans stratégie	4223 ^e séance 15 novembre 2000	S/2000/40/Add.45 24 novembre 2000	Le Conseil a entendu des déclarations 4223 ^e séance (res. 1)
Lettre datée du 10 novembre 2000, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente des Îles Salomon auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2000/1088)	4224 ^e séance 16 novembre 2000	S/2000/40/Add.45 24 novembre 2000	Déclaration du Président (S/PRST/2000/33) 4224 ^e séance
Exposé du Secrétaire général	4226 ^e séance 17 novembre 2000	S/2000/40/Add.45 24 novembre 2000	Publication d'un communiqué 4226 ^e séance (à huis clos)
La situation en Guinée à la suite des attaques survenues récemment à la frontière avec le Libéria et la Sierra Leone	4252 ^e séance 21 décembre 2000	S/2000/40/Add.50 29 décembre 2000	Déclaration du Président (S/PRST/2000/41) 4252 ^e séance
Renforcement de la coopération avec les pays qui fournissent des contingents	4257 ^e séance 16 janvier 2001	S/2001/15/Add.3 28 mars 2001	Adoption de la résolution 1353 (2001) 4326 ^e séance 13 juin 2001
Exposé de S. E. M. Mircea Geoana, Ministre des affaires étrangères de la Roumanie et Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.	4266 ^e séance 29 janvier 2001	S/2001/15/Add.5 2 avril 2001	Publication d'un communiqué 4266 ^e séance (à huis clos)

Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité

<i>Question</i>	<i>Première inscription à l'ordre du jour</i>	<i>Première mention dans l'exposé succinct</i>	<i>Dernière décision du Conseil au 31 décembre 2003</i>
Consolidation de la paix : vers une approche globale	4272 ^e séance 5 février 2001	S/2001/15/Add.6 4 avril 2001	Déclaration du Président (S/PRST/2001/5) 4278 ^e séance 20 février 2001
La situation en Guinée à la suite des attaques survenues récemment à la frontière avec le Libéria et la Sierra Leone La situation au Libéria La situation en Sierra Leone	4276 ^e séance 12 février 2001	S/2001/15/Add.7 6 avril 2001	Publication d'un communiqué 4276 ^e séance (à huis clos)
Lettre datée du 4 mars 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'ex-République yougoslave de Macédoine auprès de l'Organisation des Nations Unies	4289 ^e séance 7 mars 2001	S/2001/15/Add.10 13 avril 2001	Adoption de la résolution 1345 (2001) 4301 ^e séance 21 mars 2001
La situation le long de la frontière entre la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone	4291 ^e séance 8 mars 2001	S/2001/15/Add.10 13 avril 2001	Le Conseil a entendu des déclarations 4291 ^e séance
La situation en Guinée à la suite des attaques récentes le long de sa frontière avec le Libéria et la Sierra Leone	4319 ^e séance 14 mai 2001	S/2001/15/Add.20 25 mai 2001	Le Conseil a entendu des déclarations 4319 ^e séance
Débat récapitulatif du Conseil de sécurité sur ses travaux du mois de juin 2001	4343 ^e séance 29 juin 2001	S/2001/15/Add.26 6 juillet 2001	Le Conseil a entendu des déclarations 4343 ^e séance
Débat récapitulatif du Conseil de sécurité sur ses travaux du mois en cours	4363 ^e séance 31 août 2001	S/2001/15/Add.35 7 septembre 2001	Le Conseil a entendu des déclarations 4818 ^e séance 28 août 2003
Résolution 1160 (1998) du Conseil de sécurité du 31 mars 1998	4366 ^e séance 10 septembre 2001	S/2001/15/Add.35 21 septembre 2001	Adoption de la résolution 1367 (2001) 4366 ^e séance

<i>Question</i>	<i>Première inscription à l'ordre du jour</i>	<i>Première mention dans l'exposé succinct</i>	<i>Dernière décision du Conseil au 31 décembre 2003</i>
Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001) ^a	4369 ^e séance 10 septembre 2001	S/2001/15/Add.37 21 septembre 2001	Publication d'un communiqué 4821 ^e séance (privée) 9 septembre 2003
Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme	4370 ^e séance 12 septembre 2001	S/2001/15/Add.37 21 septembre 2001	Adoption de la résolution 1516 (2003) 4867 ^e séance 20 novembre 2003
Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Sierra Leone, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	4371 ^e séance 13 septembre 2001	S/2001/15/Add.37 21 septembre 2001	Publication d'un communiqué 4827 ^e séance (à huis clos) 16 septembre 2003
Exposé de S. E. M. Nebojša Čović, Vice-Premier Ministre de Serbie (République fédérale de Yougoslavie)	4373 ^e séance 17 septembre 2001	S/2001/15/Add.38 28 septembre 2001	Publication d'un communiqué 4273 ^e séance (à huis clos)
Résolution 1054 (1996) du Conseil de sécurité du 26 avril 1996	4384 ^e séance 28 septembre 2001	S/2001/15/Add.39 5 octobre 2001	Adoption de la résolution 1372 (2001) 4384 ^e séance
Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	4386 ^e séance 2 octobre 2001	S/2001/15/Add.40 12 octobre 2001	Publication d'un communiqué 4781 ^e séance (à huis clos) 1 ^{er} juillet 2003
Prix Nobel de la paix	4390 ^e séance 12 octobre 2001	S/2001/15/Add.41 19 décembre 2001	Déclaration du Président (S/PRST/2001/28) 4390 ^e séance

Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité

<i>Question</i>	<i>Première inscription à l'ordre du jour</i>	<i>Première mention dans l'exposé succinct</i>	<i>Dernière décision du Conseil au 31 décembre 2003</i>
Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	4391 ^e séance 18 octobre 2001	S/2001/15/Add.42 26 décembre 2001	Publication d'un communiqué 4767 ^e séance (à huis clos) 4 juin 2003
Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	4397 ^e séance 25 octobre 2001	S/2001/15/Add.43 2 novembre 2001	Publication d'un communiqué 4527 ^e séance (à huis clos) 6 mai 2002
Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	4225 ^e séance 21 novembre 2001	S/2001/15/Add.47 30 novembre 2001	Publication d'un communiqué 4878 ^e séance (à huis clos) 11 décembre 2003
Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	4426 ^e séance 21 novembre 2001	S/2001/15/Add.47 30 novembre 2001	Publication d'un communiqué 4847 ^e séance (à huis clos) 23 octobre 2003
Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	4435 ^e séance 7 décembre 2001	S/2001/Add.49 14 décembre 2001	Publication d'un communiqué 4866 ^e séance (à huis clos) 20 novembre 2003

<i>Question</i>	<i>Première inscription à l'ordre du jour</i>	<i>Première mention dans l'exposé succinct</i>	<i>Dernière décision du Conseil au 31 décembre 2003</i>
Lettre datée du 30 avril 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2001/434)	4439 ^e séance 18 décembre 2001	S/2001/15/Add.51 28 décembre 2001	Déclaration du Président (S/PRST/2001/38) 4440 ^e séance 19 décembre 2001
Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	4446 ^e séance 10 janvier 2002	S/2002/30/Add.1 22 mars 2002	Publication d'un communiqué 4620 ^e séance (à huis clos) 10 octobre 2002
Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix	4447 ^e séance 14 janvier 2002	S/2002/30/Add.2 25 mars 2002	Publication d'un communiqué Approbation d'une note du Président (S/2002/56) 4447 ^e séance (à huis clos)
Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	4455 ^e séance 21 janvier 2002	S/2002/30/Add.3 26 mars 2002	Publication d'un communiqué 4795 ^e séance (à huis clos) 25 juillet 2003
Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	4457 ^e séance 24 janvier 2002	S/2002/30/Add.3 26 mars 2002	Publication d'un communiqué 4796 ^e séance (à huis clos) 25 juillet 2003
Exposé de M. Ruud Lubbers, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés	4470 ^e séance 7 février 2002	S/2002/30/Add.5 1 ^{er} avril 2002	Le Conseil a entendu des déclarations 4470 ^e séance
L'aide alimentaire dans le contexte du règlement des conflits : Afghanistan et autres régions en crise	4507 ^e séance 4 avril 2002	S/2002/30/Add.13 9 avril 2002	Le Conseil a entendu des déclarations 4507 ^e séance

Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité

<i>Question</i>	<i>Première inscription à l'ordre du jour</i>	<i>Première mention dans l'exposé succinct</i>	<i>Dernière décision du Conseil au 31 décembre 2003</i>
Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	4553 ^e séance 13 juin 2002	S/2002/30/Add.23 21 juin 2002	Publication d'un communiqué 4553 ^e séance (à huis clos)
Opérations de maintien de la paix des Nations Unies	4572 ^e séance 12 juillet 2002	S/2002/30/Add.27 19 juillet 2002	Adoption de la résolution 1487 (2003) 4772 ^e séance 12 juin 2003
Séance de haut niveau du Conseil de sécurité tenue à l'anniversaire du 11 septembre 2001 : actes de terrorisme international	4607 ^e séance 11 septembre 2002	S/2002/30/Add.36 20 septembre 2002	Déclaration du Président (S/PRST/2002/25) 4607 ^e séance
Renforcement de la coopération entre le système des Nations Unies et la région de l'Afrique centrale pour le maintien de la paix et de la sécurité	4630 ^e séance 22 octobre 2002	S/2002/30/Add.42 1 ^{er} novembre 2002	Déclaration du Président (S/PRST/2002/31) 4640 ^e séance 31 octobre 2002
La crise alimentaire en Afrique, menace à la paix et à la sécurité	4652 ^e séance 3 décembre 2002	S/2002/30/Add.48 13 décembre 2002	Le Conseil a entendu des déclarations 4736 ^e séance 7 avril 2003
Lettre datée du 29 novembre 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Tchad auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2002/1317)	4659 ^e séance 9 décembre 2002	S/2002/30/Add.49 20 décembre 2002	Publication d'un communiqué 4659 ^e séance (à huis clos)
Exposés des Présidents du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït, du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 864 (1993)	4673 ^e séance 18 décembre 2002	S/2002/30/Add.50 27 décembre 2002	Le Conseil a entendu des déclarations 4673 ^e séance

<i>Question</i>	<i>Première inscription à l'ordre du jour</i>	<i>Première mention dans l'exposé succinct</i>	<i>Dernière décision du Conseil au 31 décembre 2003</i>
concernant la situation en Angola, du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999), du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1343 (2001) concernant le Libéria, du Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique, et du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies			
La situation en Côte d'Ivoire	4680 ^e séance 20 décembre 2002	S/2002/30/Add.50 27 décembre 2002	Déclaration du Président (S/PRST/2003/25) 4875 ^e séance 4 décembre 2003
Séance de haut niveau du Conseil de sécurité : lutte contre le terrorisme	4688 ^e séance 20 janvier 2003	S/2003/40/Add.3 21 février 2003	Adoption de la résolution 1456 (2003) 4688 ^e séance
Système de certification du Processus de Kimberley	4694 ^e séance 28 janvier 2003	S/2003/40/Add.3 24 février 2003	Adoption de la résolution 1460 (2003) 4694 ^e séance
Prolifération des armes légères et de petit calibre et mercenariat : menaces contre la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest	4720 ^e séance 18 mars 2003	S/2003/40/Add.11 28 mars 2003	Adoption de la résolution 1467 (2003) 4720 ^e séance
Le Conseil de sécurité et les organisations régionales face aux nouveaux problèmes qui menacent la paix et la sécurité internationales	4739 ^e séance 11 avril 2003	S/2003/40/Add.14 26 septembre 2003	Le Conseil a entendu des déclarations 4739 ^e séance
Rôle du Conseil de sécurité dans le règlement pacifique des différends	4753 ^e séance 13 mai 2003	S/2003/40/Add.19 23 mai 2003	Déclaration du Président (S/PRST/2003/5) 4753 ^e séance
Mesures visant à faire face à la situation humanitaire en Iraq	4762 ^e séance 22 mai 2003	S/2003/40/Add.20 30 mai 2003	Le Conseil a entendu des déclarations 4762 ^e séance

Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité

<i>Question</i>	<i>Première inscription à l'ordre du jour</i>	<i>Première mention dans l'exposé succinct</i>	<i>Dernière décision du Conseil au 31 décembre 2003</i>
Mission du Conseil de sécurité	4775 ^e séance 18 juin 2003	S/2003/40/Add.24 27 juin 2003	Le Conseil a entendu des déclarations 4855 ^e séance 11 novembre 2003
Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays susceptibles de fournir des contingents et des forces de police civile à l'opération de maintien de la paix des Nations Unies envisagée au Libéria, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	4825 ^e séance 15 septembre 2003	S/2003/40/Add.37 26 septembre 2003	Publication d'un communiqué 4825 ^e séance (à huis clos)
Justice et état de droit : le rôle de l'Organisation des Nations Unies	4833 ^e séance 24 septembre 2003	S/2003/40/Add.38 3 octobre 2003	Le Conseil a entendu des déclarations 4835 ^e séance 30 septembre 2003
Lettre datée du 5 octobre 2003, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2003/939)	4836 ^e séance 5 octobre 2003	S/2003/40/Add.40 17 octobre 2003	Le Conseil a entendu des déclarations 4836 ^e séance
Lettre datée du 5 octobre 2003, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Liban auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2003/943)			
Lettre datée du 2 octobre 2003, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Soudan auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2003/934)	4839 ^e séance 10 octobre 2003	S/2003/40/Add.40 17 octobre 2003	Déclaration du Président (S/PRST/2003/16) 4839 ^e séance

<i>Question</i>	<i>Première inscription à l'ordre du jour</i>	<i>Première mention dans l'exposé succinct</i>	<i>Dernière décision du Conseil au 31 décembre 2003</i>
Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	4854 ^e séance 7 novembre 2003	S/2000/2003/Add.44 14 novembre 2003	Publication d'un communiqué 4854 ^e séance (à huis clos)
L'importance de la lutte antimines pour les opérations de maintien de la paix	4858 ^e séance 13 novembre 2003	S/2003/40/Add.45 21 novembre 2003	Déclaration du Président (S/PRST/2003/22) 4864 ^e séance 19 novembre 2003
Région de l'Afrique centrale	4871 ^e séance 24 novembre 2003	S/2003/40/Add.47 5 décembre 2003	Le Conseil a entendu des déclarations 4871 ^e séance
Exposés des présidents des comités et des groupes de travail du Conseil de sécurité	4888 ^e séance 22 décembre 2003	S/2003/40/Add.51 2 janvier 2004	Le Conseil a entendu des déclarations 4888 ^e séance

^a Conformément à une note du Président du Conseil de sécurité datée du 27 août 2002 ([S/2002/964](#)), le libellé des points concernant une « Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents ... organisée conformément à la section A de l'annexe II de la résolution [1353 \(2001\)](#) » a été révisé comme suit : « Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents ... organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution [1353 \(2001\)](#) ».

B. Questions figurant sur les listes de précédents volumes du Répertoire au sujet desquelles de nouvelles décisions du Conseil de sécurité ont été consignées dans les exposés succincts publiés pendant la période 2000-2003

<i>Question</i>	<i>Première inscription à l'ordre du jour</i>	<i>Première mention dans l'exposé succinct</i>	<i>Dernière décision du Conseil au 31 décembre 2003</i>
La situation au Moyen-Orient	1341 ^e séance 21 mai 1967	S/7913 29 mai 1967	Adoption de la résolution 1520 (2003) Déclaration du Président (S/PRST/2003/29) 4889 ^e séance 22 décembre 2003
La situation à Chypre	1779 ^e séance 16 juillet 1974	S/11185/Add.28 24 juillet 1974	Adoption de la résolution 1517 (2003) 4870 ^e séance 24 novembre 2000

Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité

<i>Question</i>	<i>Première inscription à l'ordre du jour</i>	<i>Première mention dans l'exposé succinct</i>	<i>Dernière décision du Conseil au 31 décembre 2003</i>
La situation concernant le Sahara occidental	1849 ^e séance 20 octobre 1975	S/11593/Add.42 29 octobre 1975	Adoption de la résolution 1513 (2003) 4850 ^e séance 28 octobre 2003
La situation au Timor-Leste ^a	1864 ^e séance 15 décembre 1975	S/11593/Add.50 23 décembre 1975	Le Conseil a entendu des déclarations 4843 ^e séance 15 octobre 2003
La situation entre l'Iraq et le Koweït	2932 ^e séance 2 août 1990	S/21100/Add.30 10 août 1990	Déclaration du Président (S/PRST/2003/28) 4887 ^e séance 18 décembre 2003
La situation au Libéria	2974 ^e séance 22 janvier 1991	S/22110/Add.3 et Corr.1 1 ^{er} et 5 février 1991	Adoption de la résolution 1521 (2003) 4890 ^e séance 22 décembre 2003
La situation en Somalie	3060 ^e séance 17 mars 1992	S/23370/Add.11 27 mars 1992	Adoption de la résolution 1519 (2003) 4885 ^e séance 16 décembre 2003
La situation en Bosnie-Herzégovine	3113 ^e séance 9 septembre 1992	S/23370/Add.36 14 septembre 1992	Le Conseil a entendu des déclarations 4837 ^e séance 8 octobre 2003
La situation en Géorgie	3121 ^e séance 8 octobre 1992	S/23370/Add.40 12 octobre 1992	Adoption de la résolution 1494 (2003) 4800 ^e séance 30 juillet 2003
La situation en Angola	3168 ^e séance 29 janvier 1993	S/25070/Add.4 4 février 1993	Le Conseil a entendu des déclarations 4671 ^e séance 17 décembre 2002
La situation concernant le Rwanda	3183 ^e séance 12 mars 1993	S/25070/Add.10 22 mars 1993	Le Conseil a entendu des déclarations 4127 ^e séance 14 avril 2000
La question concernant Haïti	3238 ^e séance 16 juin 1993	S/25070/Add.24 6 juillet 1993	Déclaration du Président (S/PRST/2000/8) 4112 ^e séance 15 mars 2000

<i>Question</i>	<i>Première inscription à l'ordre du jour</i>	<i>Première mention dans l'exposé succinct</i>	<i>Dernière décision du Conseil au 31 décembre 2003</i>
La situation dans l'ex-République yougoslave de Macédoine	3239 ^e séance 18 juin 1993	S/25070/Add.24 6 juillet 1993	Adoption de la résolution 1371 (2001) 4381 ^e séance 26 septembre 2001
La situation au Tadjikistan et le long de la frontière tadjiko-afghane	3266 ^e séance 23 août 1993	S/25070/Add.34 3 septembre 1993	Déclaration du Président (S/PRST/2000/17) 4141 ^e séance 12 mai 2000
La situation en Croatie	3275 ^e séance 14 septembre 1993	S/25070/Add.37 24 septembre 1993	Déclaration du Président (S/PRST/2002/34) 4662 ^e séance 12 décembre 2002
La situation au Burundi	3297 ^e séance 25 octobre 1993	S/25070/Add.43 4 novembre 1993	Déclaration du Président (S/PRST/2003/30) 4891 ^e séance 22 décembre 2003
La situation en Afghanistan	3330 ^e séance 24 janvier 1994	S/1994/20/Add.3 3 février 1994	Le Conseil a entendu des déclarations 4848 ^e séance 24 octobre 2003
La situation en Sierra Leone	3597 ^e séance 27 novembre 1995	S/1995/40/Add.47 8 décembre 1995	Adoption de la résolution 1508 (2003) 4829 ^e séance 19 septembre 2003
Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991	3637 ^e séance 29 février 1996	S/1996/15/Add.8 8 mars 1996	Le Conseil a entendu des déclarations 4839 ^e séance 9 octobre 2003
Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du			

Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité

<i>Question</i>	<i>Première inscription à l'ordre du jour</i>	<i>Première mention dans l'exposé succinct</i>	<i>Dernière décision du Conseil au 31 décembre 2003</i>
Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1 ^{er} janvier et le 31 décembre 1994			
Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991	3663 ^e séance 8 mai 1996	S/1996/18/Add.18 17 mai 1996	Adoption de la résolution 1481 (2003) 4759 ^e séance 19 mai 2003
La situation dans la région des Grands Lacs	3708 ^e séance 1 ^{er} novembre 1996	S/1996/15/Add.43 8 novembre 1996	Déclaration du Président (S/PRST/2003/23) 4865 ^e séance 20 novembre 2003
La situation concernant la République démocratique du Congo	3784 ^e séance 29 mai 1997	S/1997/40/Add.21	Déclaration du Président (S/PRST/2003/21) 4863 ^e séance 19 novembre 2003
La situation en République centrafricaine	3808 ^e séance 6 août 1997	S/1997/40/Add.31 15 août 1997	Publication d'un communiqué 4658 ^e séance (privée) 9 décembre 2002
La situation en Afrique	3819 ^e séance 25 septembre 1997	S/1997/40/Add.38 3 octobre 1997	Le Conseil a entendu des déclarations 4577 ^e séance 18 juillet 2002
Lettre datée du 31 mars 1998, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Papouasie-Nouvelle-Guinée auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/1998/287)	3874 ^e séance 22 avril 1998	S/1998/44/Add.16 1 ^{er} mai 1998	Le Conseil a entendu des déclarations 4881 ^e séance 15 décembre 2003

<i>Question</i>	<i>Première inscription à l'ordre du jour</i>	<i>Première mention dans l'exposé succinct</i>	<i>Dernière décision du Conseil au 31 décembre 2003</i>
La responsabilité du Conseil de sécurité dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales :	3881 ^e séance 14 mai 1998	S/1998/44/Add.19 22 mai 1998	Déclaration du Président (S/PRST/2000/38) 4243 ^e séance 6 décembre 2000
La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie	3895 ^e séance 26 juin 1998	S/1998/44/Add.25 2 juillet 1998	Adoption de la résolution 1507 (2003) 4822 ^e séance 12 septembre 2003
Sort des enfants en temps de conflit armé	3897 ^e séance 29 juin 1998	S/1998/44/Add.26 10 juillet 1998	Adoption de la résolution 1460 (2003) 4695 ^e séance 30 janvier 2003
Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1 ^{er} janvier et le 31 décembre 1994	3908 ^e séance 15 juillet 1998	S/1998/44/Add.28 24 juillet 1998	Adoption de la résolution 1512 (2003) Déclaration du Président (S/PRST/2003/18) 4849 ^e séance 27 octobre 2003
La situation en Guinée-Bissau	3940 ^e séance 6 novembre 1998	S/1998/44/Add.44 13 novembre 1998	Publication d'un communiqué 4860 ^e séance (à huis clos) 18 novembre 2003
Maintien de la paix et de la sécurité et consolidation de la paix après les conflits	3954 ^e séance 16 décembre 1998	S/1998/44/Add.50 24 décembre 1998	Déclaration du Président (S/PRST/2000/10) 4119 ^e séance 23 mars 2000
Protection des civils dans les conflits armés	3977 ^e séance 12 février 1999	S/1999/25/Add.5 19 février 1999	Déclaration du Président (S/PRST/2003/27) 4882 ^e séance 15 décembre 2003
Promotion de la paix et de la sécurité: assistance humanitaire aux réfugiés en Afrique	4025 ^e séance 26 juillet 1999	S/1999/25/Add.29 6 août 1999	Déclaration du Président (S/PRST/2000/1) 4089 ^e séance 13 janvier 2000

Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité

<i>Question</i>	<i>Première inscription à l'ordre du jour</i>	<i>Première mention dans l'exposé succinct</i>	<i>Dernière décision du Conseil au 31 décembre 2003</i>
Armes de petit calibre	4048 ^e séance 24 septembre 1999	S/1999/25/Add.37 1 ^{er} octobre 1999	Déclaration du Président (S/PRST/2002/30) 4639 ^e séance 31 octobre 2002
Résolutions du Conseil de sécurité 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999)	4061 ^e séance (à huis clos) 5 novembre 1999	S/1999/25/Add.43 12 novembre 1999	Le Conseil a entendu des déclarations 4886 ^e séance 17 décembre 2003
Rôle du Conseil de sécurité dans la prévention des conflits armés	4072 ^e séance 29 et 30 octobre 1999	S/1999/25/Add.47 10 décembre 1999	Adoption de la résolution 1366 (2001) 4360 ^e séance 30 août 2001
Admission de nouveaux Membres^b			
Tuvalu	4093 ^e séance 28 janvier 2000	S/2000/40/Add.3 11 mars 2000	Admission recommandée 4103 ^e séance 17 février 2000
Yougoslavie	4214 ^e séance 31 octobre 2000	S/2000/40/Add.43 10 novembre 2000	Admission recommandée 4215 ^e séance 31 octobre 2000
Timor oriental	4540 ^e séance 22 mai 2002	S/2002/30/Add.20 31 mai 2002	Admission recommandée 4542 ^e séance 23 mai 2002
Confédération suisse	4584 ^e séance 24 juillet 2002	S/2002/30/Add.29 2 août 2002	Admission recommandée 4585 ^e séance 24 juillet 2002
Cour internationale de Justice^c			
Élection d'un membre de la Cour internationale de Justice	4107 ^e séance 2 mars 2000	S/2000/40/Add.8 14 avril 2000	A recommandé un candidat pour pourvoir un poste vacant 4107 ^e séance
Date de l'élection à un siège vacant de la Cour internationale de Justice	4345 ^e séance 5 juillet 2001	S/2001/15/Add.27 13 juillet 2001	Adoption de la résolution 1361 (2001) 4345 ^e séance
Élection d'un membre de la Cour internationale de Justice	4389 ^e séance 12 octobre 2001	S/2001/15/Add.41 19 décembre 2001	A recommandé un candidat pour pourvoir un poste vacant 4389 ^e séance

<i>Question</i>	<i>Première inscription à l'ordre du jour</i>	<i>Première mention dans l'exposé succinct</i>	<i>Dernière décision du Conseil au 31 décembre 2003</i>
Élection de cinq membres de la Cour internationale de Justice	4629 ^e séance 21 octobre 2002	S/2002/30/Add.42 1 ^{er} novembre 2002	A recommandé cinq candidats pour pourvoir un poste vacant 4629 ^e séance
Nomination du Secrétaire général^d			
Recommandation relative à la nomination du Secrétaire général des Nations Unies	4337 ^e séance 27 juin 2001	S/2001/15/Add.26 6 juillet 2001	Adoption de la résolution 1358 (2001) sans vote 4337 ^e séance (privée)
Examen du projet de rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale^e			
Période couverte par le rapport 16 juin 1999-15 juin 2000	4192 ^e séance 31 août 2000	S/2000/40/Add.34 8 septembre 2000	Adoption d'un projet de rapport Publication d'une note (S/2000/839) 4192 ^e séance
Période couverte par le rapport 16 juin 2000-15 juin 2001	4375 ^e séance 18 septembre 2001	S/2001/15/Add.38 28 septembre 2001	Adoption d'un projet de rapport Publication d'une note (S/2001/876) 4375 ^e séance
Période couverte par le rapport 16 juin 2001-31 juin 2002	4616 ^e séance 26 septembre 2002	S/2002/30/Add.38 4 octobre 2002	Adoption d'un projet de rapport Publication d'une note (S/2002/1068) 4616 ^e séance
Période couverte par le rapport 1 ^{er} août 2002 -31 juillet 2003	4831 ^e séance 19 septembre 2003	S/2003/40/Add.37 26 septembre 2003	Adoption d'un projet de rapport Publication d'une note (S/2003/893) 4831 ^e séance

^a À compter de la 4646^e séance, tenue le 14 novembre 2002, la question précédemment intitulée « La situation au Timor oriental » a été présentée sous l'intitulé « La situation au Timor-Leste ».

^b Au cours de la période considérée, le Conseil de sécurité a terminé l'examen de quatre candidatures dans le cadre du point « Admission de nouveaux membres ». Pour plus de détail, voir chapitre VII du présent supplément.

^c Bien que la décision du Conseil de sécurité relative à la Cour internationale de Justice ne relève pas d'une question dont le Conseil de sécurité est saisi, cette décision est décrite dans le texte introductif de l'exposé succinct du Secrétaire général sur les questions dont le Conseil de sécurité est saisi. Elle est mentionnée dans le présent tableau à titre de référence.

^d Bien que la recommandation relative à la nomination du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ne soit pas inscrite sur la liste des questions dont le Conseil est saisi, la décision prise par le Conseil à ce sujet est décrite dans le texte introductif de l'exposé succinct du Secrétaire général sur les questions dont le Conseil de sécurité est saisi. Elle est mentionnée dans le présent tableau à titre de référence.

^e Bien que la décision relative à l'examen par le Conseil de sécurité de son projet de rapport à l'Assemblée générale ne soit pas inscrite sur la liste des questions dont le Conseil est saisi, la décision prise par le Conseil à ce sujet est décrite dans le texte introductif de l'exposé succinct du Secrétaire général sur les questions dont le Conseil de sécurité est saisi. Elle est mentionnée dans le présent tableau à titre de référence.

C. Questions supprimées de la liste des questions dont le Conseil de sécurité était saisi au cours de la période 2000-2003

<i>Question^a</i>	<i>Première inscription à l'ordre du jour</i>	<i>Dernière décision du Conseil</i>	<i>Dernière mention dans l'exposé succinct au 31 décembre 2003</i>
a) La situation entre l'Iraq et le Koweït	3059 ^e séance 11 et 12 mars 1992	Déclaration du Président (S/24843) 3139 ^e séance 23 et 24 novembre 1992	S/2001/15
b) Lettre datée du 2 avril 1991, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/22435)			
Lettre datée du 4 avril 1991, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/22442)			
Lettre datée du 5 mars 1992, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Belgique auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/23685)			
Navigation sur le Danube en République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro)	3290 ^e séance 13 octobre 1993	Déclaration du Président (S/PRST/1994/10) 3348 ^e séance 14 mars 1994	S/2001/15
Note du Secrétaire général (S/1994/254)	3357 ^e séance 31 mars 1994	Déclaration du Président (S/PRST/1994/13) 3357 ^e séance	S/2001/15
Note du Secrétaire général (S/1994/322)			
Accord signé le 4 avril 1994 entre la République du Tchad et la Jamahiriya arabe libyenne sur les modalités pratiques d'exécution de l'arrêt rendu le 3 février 1994 par la Cour internationale de Justice	3363 ^e séance 14 avril 1994	Adoption de la résolution 926 (1994) 3389 ^e séance 13 juin 1994	S/2001/15

Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité

<i>Question^a</i>	<i>Première inscription à l'ordre du jour</i>	<i>Dernière décision du Conseil</i>	<i>Dernière mention dans l'exposé succinct au 31 décembre 2003</i>
Note du Secrétaire général transmettant une lettre datée du 27 mai 1994 que lui a adressée le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) (S/1994/631)	3383 ^e séance 30 mai 1994	Déclaration du Président (S/PRST/1994/28) 3383 ^e séance	S/2001/15
La situation dans la République du Yémen	3386 ^e séance 1 ^{er} juin 1994	Déclaration du Président (S/PRST/1994/30) 3396 ^e séance 30 juin 1994	S/2001/15
Cadre convenu le 21 octobre 1994 entre les États-Unis d'Amérique et la République populaire démocratique de Corée	3451 ^e séance 4 novembre 1994	Déclaration du Président (S/PRST/1994/64) 3451 ^e séance	S/2001/15
La situation à l'intérieur de la zone de sécurité de Bihac et dans les alentours	3461 ^e séance 19 novembre 1994	Adoption de la résolution 958 (1994) 3461 ^e séance	S/2001/15
Lettre datée du 14 décembre 1994, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 724 (1991) concernant la Yougoslavie (S/1994/1418)	3480 ^e séance 14 décembre 1994	Adoption de la résolution 967 (1994) 3480 ^e séance	S/2001/15
Agenda pour la paix : diplomatie préventive, rétablissement de la paix, maintien de la paix	3089 ^e séance 30 juin 1992	Déclaration du Président (S/PRST/1995/61) 3609 ^e séance 19 décembre 1995	S/2002/30
La situation au Mozambique	3123 ^e séance 13 octobre 1992	Le Conseil a entendu des déclarations 3494 ^e séance 27 janvier 1995	S/2002/30
La situation qui règne en Croatie dans les zones placées sous la protection des Nations Unies et dans les zones adjacentes	3163 ^e séance 25 janvier 1993	Déclaration du Président (S/PRST/1995/2) 3491 ^e séance 17 janvier 1995	S/2002/30
Suivi de la résolution 817 (1993)	3243 ^e séance 18 juin 1993	Déclaration du Président (S/PRST/1995/46) 3579 ^e séance 15 mars 1995	S/2002/30

<i>Question^a</i>	<i>Première inscription à l'ordre du jour</i>	<i>Dernière décision du Conseil</i>	<i>Dernière mention dans l'exposé succinct au 31 décembre 2003</i>
Force de protection des Nations Unies	3248 ^e séance 30 juin 1993	Déclaration du Président (S/PRST/1995/40) 3568 ^e séance 19 août 1995	S/2002/30
Agenda pour la paix: maintien de la paix	3448 ^e séance 4 novembre 1994	Déclaration du Président (S/PRST/1996/13), 3645 ^e séance 28 mars 1996	S/2002/30
Méthodes de travail et pratiques du Conseil de sécurité	3483 ^e séance 16 décembre 1994	Déclaration du Président (S/PRST/1994/81) 3483 ^e séance	S/2002/30
Agenda pour la paix	3492 ^e séance 18 et 19 janvier 1995	Déclaration du Président (S/PRST/1995/9) 3503 ^e séance 22 février 1995	S/2002/30
La proposition de la Chine, des États-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie, de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sur les assurances en matière de sécurité	3514 ^e séance 11 avril 1995	Adoption de la résolution 984 (1995) 3514 ^e séance	S/2002/30
Navigation sur le Danube	3533 ^e séance 11 mai 1995	Adoption de la résolution 992 (1995) 3533 ^e séance	S/2002/30
La situation concernant le Haut-Karabakh	3072 ^e séance 12 mai 1992	Déclaration du Président (S/PRST/1995/21) 3525 ^e séance 26 avril 1995	S/2003/40
La situation dans l'ex-Yougoslavie	3585 ^e séance 6 octobre 1995	Adoption de la résolution 1074 (1996) 3700 ^e séance 1 ^{er} octobre 1996	S/2003/40

Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité

<i>Question^a</i>	<i>Première inscription à l'ordre du jour</i>	<i>Dernière décision du Conseil</i>	<i>Dernière mention dans l'exposé succinct au 31 décembre 2003</i>
Lettre datée du 9 janvier 1996, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Éthiopie auprès de l'Organisation des Nations Unies concernant l'extradition des terroristes recherchés pour avoir participé à la tentative d'assassinat contre le Président de la République arabe d'Égypte à Addis-Abeba le 26 juin 1995	3627 ^e séance 31 janvier 1996	Adoption de la résolution 1070 (1996) 3690 ^e séance 16 août 1996	S/2003/40
Signature du Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique (Traité de Pelindaba)	3651 ^e séance 12 avril 1996	Déclaration du Président (S/PRST/1996/17) 3651 ^e séance	S/2003/40
Le déminage dans le contexte des opérations de maintien de la paix des Nations Unies	3689 ^e séance 15 août 1996	Déclaration du Président (S/PRST/1996/37) 3693 ^e séance 30 août 1996	S/2003/40
Lettres datées du 23 septembre et des 3 et 11 octobre 1996, adressées au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies	3704 ^e séance 15 octobre 1996	Déclaration du Président (S/PRST/1996/42) 3704 ^e séance	S/2003/40
Lettres datées des 23 et 27 septembre 1996, adressées respectivement au Président du Conseil de sécurité et au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies			
Plainte de l'Iraq relative à des incidents survenus à la frontière avec l'Iran (S/11216)	1762 ^e séance 15 février 1974	Adoption de la résolution 348 (1974) 1770 ^e séance 28 mai 1974	S/2004/20

<i>Question^a</i>	<i>Première inscription à l'ordre du jour</i>	<i>Dernière décision du Conseil</i>	<i>Dernière mention dans l'exposé succinct au 31 décembre 2003</i>
Plainte de l'Iraq (S/14509)	2280 ^e séance 12 juin 1981	Adoption de la résolution 487 (1981) 2288 ^e séance 19 juin 1981	S/2004/20
Amérique centrale: efforts de paix	2871 ^e séance 27 juillet 1989	Déclaration du Président (S/PRST/1997/28) 3780 ^e séance 22 mai 1997	S/2004/20
La situation au Cambodge	2941 ^e séance 20 septembre 1990	Déclaration du Président (S/PRST/1997/37) 3799 ^e séance 11 juillet 1997	S/2004/20
Création d'un tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie	3175 ^e séance 22 février 1993	Adoption de la résolution 1126 (1997) 3813 ^e séance 27 août 1997	S/2004/20
Sécurité des opérations des Nations Unies	3283 ^e séance 29 septembre 1993	Déclaration du Président (S/PRST/1997/13) 3750 ^e séance 12 mars 1997	S/2004/20
Destruction en vol de deux avions civils le 24 février 1996	3634 ^e séance 27 février 1996	Adoption de la résolution 1067 (1996) 3683 ^e séance 26 juillet 1996	S/2004/20
La situation en Albanie	3751 ^e séance 13 mars 1997	Déclaration du Président (S/PRST/1997/44) 3812 ^e séance 14 août 1997	S/2004/20
La police civile dans les opérations de maintien de la paix	3801 ^e séance 14 juillet 1997	Déclaration du Président (S/PRST/1997/38) 3801 ^e séance	S/2004/20
La situation dans la République du Congo	3810 ^e séance 13 août 1997	Déclaration du Président (S/PRST/1997/47) 3823 ^e séance 16 octobre 1997	S/2004/20

Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité

<i>Question^a</i>	<i>Première inscription à l'ordre du jour</i>	<i>Dernière décision du Conseil</i>	<i>Dernière mention dans l'exposé succinct au 31 décembre 2003</i>
Lettres datées des 20 et 23 décembre 1991, émanant des États-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	3312 ^e séance 11 novembre 1993	Adoption de la résolution 1506 (2003) 4820 ^e séance 12 septembre 2003	S/2004/20

^a Conformément à la procédure définie dans les notes du Président du Conseil de sécurité datées du 30 juillet et du 29 août 1996 ([S/1996/603](#) et [S/1996/704](#), respectivement), les questions dont la liste figure dans le présent tableau, à une exception près, ont été supprimées de la liste des questions dont le Conseil de sécurité était saisi au cours de la période concernée au motif que le Conseil ne les avait pas examinées en séance officielle au cours des cinq années précédentes et qu'aucun membre du Conseil n'avait fait part par écrit de son souhait de voir ces questions maintenues à l'ordre du jour. Pour plus de détails concernant l'exception à la procédure, voir l'étude qui traite du point intitulé « Lettres datées des 20 et 23 décembre 1991 des États-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord » (cas n° 4).